GUELMA

Le centre d'hémodialyse de l'hôpital Okbi, bientôt opérationnel

Face à l'encombrement que connaît l'unité d'hémodialyse de l'hôpital Ibn-Zohr de la ville de Guelma, devenue ces dernières années trop exiguë, le directeur de la santé de la wilaya a annoncé cette semaine l'ouverture d'un deuxième centre de dialyse rénale.

Construite dans le prolongement de l'EPH Okbi, cette unité de santé publique garantit une prise en charge plus adéquate aux personnes vivant avec cette pathologie lourde, notamment celles venant des couches les plus vulnérables de la société.

Pour le premier responsable du secteur de la santé de la wilaya, la mise en service d'une telle structure est d'autant plus importante car elle va, non seulement soulager des patients en souffrance, mais elle fera surtout éviter aux équipes médicales, travaillant dans ces services, certains désagréments causés par le surnombre de malades qui affluent vers le centre de l'EPH Ibn Zohr, et qui persistent pendant des années.

Il s'agit en effet d'une nouvelle unité d'hémodialyse, conçue pour englober progressivement l'ancienne structure et éventuellement un service de néphrologie, une mission supplémentaire envisagée par le nouveau DSP de Guelma pour la prévention et le traitement des maladies liées aux insuffisances rénales.

Il faut surtout le noter, l'ouverture du centre d'hémodialyse de l'hôpital Okbi, prévue selon M. Bouhenna, DSP de Guelma, pour la fin du mois de janvier 2015, a été à l'origine d'un grand ouf de soulagement poussé par les Guelmis. Surtout que la création de cette structure a déjà fait l'objet d'une polémique quant au choix du site de construction.

Lors d'une visite sur le terrain, effectuée il y a quelques mois, M. Larbi Merzoug, wali de Guelma, a insisté sur l'achèvement de ce projet, lancé en 2010, et qui a connu des retards dans le démarrage des travaux liés à des problèmes techniques. Et tout particulièrement concernant la conception du plan, qui a été modifiée à deux reprises.

Des instructions fermes ont été données sur chantier par le chef de l'exécutif, pour lever tous les obstacles et rattraper le retard enregistré. Ainsi, en dépit d'une volonté des autorités locales de trouver une issue favorable aux patients ne disposant guère de moyens, l'ouverture de cette structure et sa mise en service au profit des citoyens est aussi

Photo : DR

une manière pour les responsables locaux de rentabiliser les investissements opérés ces dernières années, dans le cadre du programme de développement du secteur de la santé publique dans cette wilaya dont le but visé est surtout d'améliorer l'accueil et la prise en charge des malades, entre autres, ceux qui sont confrontés au stress quotidien et aux désagréments qu'engendrent les maladies.

«Doté de 12 générateurs, le nouveau centre de dialyse de la ville de Guelma a pour mission d'assurer dans un premier temps trois séances par malade», nous révèle le DSP de Guelma. Ce dernier précise par ailleurs que deux postes d'hémodialyse de ce service peuvent être réservés aux malades admis en urgence.

Cette nouvelle structure est incontestablement un autre acquis pour le secteur de la santé à Guelma. Mais pour les spécialistes, la prévention demeure le moyen facile et efficace qui contribue à retarder l'apparition de cette maladie chronique et à réduire les coûts de sa prise en charge. Les décideurs ont donc tout intérêt à s'y intéresser de plus près.

Une autre avancée marquante dans le secteur de la santé à Guelma, c'est celle qui permettra à l'EPH Ibn-Zohr du centre-ville de compléter son offre de soins. Il s'agit de l'ouverture au niveau de cet hôpital d'un service de garde et d'urgence médicale. Son rôle est d'évaluer dès son arrivée chaque patient, afin de prioriser les prises en charge et les orientations selon le niveau de sévérité des cas.

«Une solution en perspective pour contribuer à désengorger l'EPH Okbi», déclare le directeur de la santé, ajoutant que ce nouveau service permettra l'accueil des riverains, afin de leur garantir une prise en charge rapide et optimale.

Noureddine Guergour

DIRECTION DE L'URBANISME, DE L'ARCHITECTURE ET DE LA CONSTRUCTION D'EL-TARF

1 500 milliards de centimes sans impact réel sur la vie des citoyens

L'Etat a injecté des sommes colossales pour la wilaya dans le dessein évident de rattraper en urgence les retards cumulés durant plusieurs années en matière d'équipements urbains.

Selon des élus de l'APW en charge de la confection du rapport qui devrait être soumis aux débats et approbation lors de la quatrième session de l'APW, programmée les 14 et 15 janvier prochains, la direction de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction (Duac) dispose pour le volet amélioration urbaine pour les différents programmes de 1 500 milliards de centimes répartis entre, respectivement, le programme centralisé à raison de 500 milliards de centimes, le programme sectoriel de développement (PSD) dont 300 milliards de centimes pour le programme intempéries afin d'effacer les stigmates des inondations de 2012 et 200 milliards de centimes pour ce qui est du programme complémentaire et enfin 500 milliards, un reliquat des anciens programmes.

L'Etat a injecté ces sommes colossales pour la wilaya dans le dessein évident de rattraper en urgence les retards cumulés durant plusieurs années en matière d'équipements urbains. Malheureusement, avec un taux de consommation de 18% annoncé lors du dernier décompte, et ce, au cours du dernier conseil de wilaya, il y a un mois, consacré aux différents taux de consommation des crédits, il s'avère, indéniablement, que la Duac est en deça des résultats escomptés.

Les chiffres sont têtus, et les responsables de ladite direction se trouvent acculés à faire leur mea-culpa et avouer explicitement leur incapacité àvenir à bout des multiples demandes en projets d'amélioration urbaine réclamés à cor et à cri par les citoyens désabusés lors de chaque mouvement de protestation.

En effet, des sources crédibles ont affirmé avec une certaine gène et indignation que beaucoup de projets lancés ou réalisés, n'ont pas pris en compte la batterie d'instruments urbanistiques à savoir, le plan d'urbanisme directeur, le PDAU et surtout le POS. Des instruments qui ont pour vocation, particulièrement, la quantification des besoins et leur localisation spatiale mais surtout la structuration poussée du tissu urbain existant avec, en filigrane, le dégagement de disponibilités foncières pour les multiples projets dans l'avenir.

Cependant, le grand bide en matière d'amélioration urbaine est la construction d'une ceinture (mur de soutènement) en béton à la lisière sud de la ville sans tenir compte du nouveau POS mitoyen des servitudes projetées pour les multiples infrastructures de base programmées et qui vont être lancées incessamment. De fait, d'innombrables projets d'amélioration urbaine sont réalisés d'une manière empirique sans tenir compte des études solides qui se font le plus souvent ultérieurement ou a priori. Par ailleurs, la société civile qui devient un acteur incontournable des questions d'aménagements urbains est reléguée au second plan dans la wilaya. Et pour cause, on demande son avis après le lancement des projets, ce qui est une aberration de taille. De fait, les réunions avec cette dernière ne sont, en fin de compte, que de simples opérations de communication.

Daoud Allam

JIJEL : LA CADENCE DES TRAVAUX DE RÉALISATION DES PROJETS

1 598 projets sont lancés

En réponse à certaines doléances des membres de l'Assemblée populaire de wilaya relatives au retard enregistré dans le démarrage de certains projets, notamment dans la commune d'El Milia où l'indisponibilité des assiettes foncières pour l'implantation des équipements publics face à «la culture de squat» des terrains appartenant à l'Etat par une poignée de spéculateurs, sous le nez des élus de la commune, le wali de Jijel a affirmé, lors de la 4e session ordinaire de l'Assemblée populaire de la wilaya qui s'est tenue mardi et mercredi dernier, que sur un total de 1 641 projets dont a bénéficié la wilaya, 1 598 projets sont lancés, ce qui exprime la rapide cadence des travaux de réalisation des projets et équipements publics dans différents secteurs sur l'ensemble de la wilaya. Le wali a tenu à souligner par ailleurs que 21 projets seulement ne sont pas encore lancés et 22 autres sont à l'arrêt et que le taux de consommation des crédits de paiement a atteint les 75%.

B. M. C.

LE SECTEUR DE L'HABITAT

L'attribution de 2 660 logements sociaux locatifs en 2014

Les commissions d'attribution des logements sociaux locatifs de daïras ont procédé à l'attribution de 2660 logements publics locatifs durant l'année 2014 sur l'ensemble des 17 communes de la wilaya, selon la cellule de communication. En effet, cette importante opération d'attribution a atténué tangiblement la tension sur le logement. On apprend par ailleurs que sur l'ensemble de ces attributions, 2 280 logements sociaux locatifs ont été attribués durant le troisième trimestre de l'année écoulée sur l'ensemble des 11 communes. On apprend également qu'il existe un programme de 640 logements sociaux locatifs en cours de réalisation actuellement sur l'ensemble des 28 communes de la wilaya. Ce programme, une fois attribué, avec les autres formules d'habitat, est susceptible de prendre en charge les besoins d'un grand nombre de demandeurs de logement qui constitue, avec l'emploi la préoccupation majeure d'un grand nombre de citoyens.

Bouhali Mohamed-Cherif